



OXFAM

NOTE D'INFORMATION AUX MÉDIAS

01/2014

La situation alimentaire dans le monde

Dans quels pays mange-t-on le mieux et le moins bien ?

Dans le monde, une personne sur huit se couche chaque soir le ventre vide alors même que production agricole mondiale pourrait suffire à nourrir toute l'humanité. La surconsommation, le mauvais usage des ressources et le gaspillage sont trois éléments caractéristiques d'un système qui ne permet pas à des centaines de millions de personnes de se nourrir suffisamment.

Afin de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les populations pour accéder à une alimentation saine et suffisante, Oxfam a dressé un panorama mondial de 125 pays révélant quels sont ceux où l'on mange le mieux ou le moins bien. Cette évaluation, la première en son genre, met en lumière les difficultés auxquelles se heurtent les populations en fonction de l'endroit où elles vivent.

Ce classement de la situation alimentaire répond à quatre questions fondamentales sur la base, pour chacune de ces questions, de deux indicateurs provenant des dernières données mondiales disponiblesⁱ :

- 1. L'alimentation est-elle suffisante ? Selon les taux de sous-alimentationⁱⁱ et d'insuffisance pondérale chez les enfantsⁱⁱⁱ*
- 2. La population a-t-elle les moyens de s'acheter à manger ? Selon le niveau des prix alimentaires par rapport aux autres biens et services^{iv} et la volatilité des prix alimentaires^v*
- 3. L'alimentation est-elle de qualité ? Selon la diversité alimentaire^{vi} et l'accès à l'eau potable^{vii}*
- 4. Quelles sont les conséquences d'une mauvaise hygiène alimentaire sur la santé ? Selon les taux de diabète^{viii} et d'obésité^{ix}*

Considérés globalement, ces scores dressent un tableau plus complet de la qualité de l'alimentation à travers le monde. Des pays qui auraient pu se trouver en haut du classement, car leur population mange généralement à sa faim, se retrouvent en fait quelques places plus bas sous l'effet d'autres facteurs tels que le taux de diabète ou d'obésité. Le niveau et la volatilité des prix alimentaires ont aussi fait chuter certains pays au classement mondial, à l'instar du Royaume-Uni. En conséquence, ni les États-Unis ni le Royaume-Uni ne se retrouvent parmi les 12 premiers du classement (10 % des pays).

Les Pays-Bas occupent la première place du tableau, suivis par la France et la Suisse. À l'autre extrémité du classement, on retrouve le Tchad, pays dans lequel les denrées alimentaires sont coûteuses, alors même que leur valeur nutritionnelle est faible, et où elles sont préparées dans des conditions minimales d'hygiène. De surcroît, un enfant tchadien sur trois souffre d'insuffisance pondérale.

En dépit des formidables avancées technologiques qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, nous ne parvenons toujours pas à apporter à chacun les denrées alimentaires de base nécessaires pour survivre et manger sainement. Cet indice montre que ce phénomène sévit avant tout dans les pays les plus pauvres, mais pas uniquement. Peu de pays méritent d'être érigés en exemples, le taux d'obésité, le niveau des prix alimentaires et le niveau des valeurs nutritives faisant plonger le score de nombreuses nations riches, dans lesquelles ce sont les populations pauvres qui souffrent le plus de ces facteurs.

Selon les derniers chiffres disponibles, chaque jour, plus de 840 millions de personnes ne mangent pas à leur faim. La production agricole est pourtant suffisante pour nourrir toute l'humanité. Cette situation devrait empirer sous l'effet de la raréfaction prochaine des ressources naturelles, notamment des terres et des ressources en eau, et l'accélération du changement climatique. D'ailleurs, une analyse estime que le changement climatique devrait entraîner une augmentation de 10 à 20 % de la population mondiale en situation d'insécurité alimentaire ^x.

Le manque d'investissement dans l'agriculture et l'infrastructure de petite échelle dans les pays en développement, les répercussions sans cesse plus fortes du changement climatique sur la production et la sécurité alimentaires, les accords commerciaux prohibitifs, et les objectifs de production et de consommation d'agrocarburants (comme ceux fixés par l'Union européenne) qui détournent les céréales des assiettes pour remplir les réservoirs d'essence sont autant d'éléments à l'origine de la faim dans le monde.

Tous ces facteurs affectent les populations du monde qui ont toutes en commun de vouloir accéder à une alimentation suffisante et de qualité. Leurs principales préoccupations sont de savoir quels aliments sont disponibles et à quel prix, leur qualité et leurs bienfaits pour la santé. Ce classement donne une vue d'ensemble basée sur les données quantitatives mondiales les plus récentes. Il met en lumière les défis auxquels certaines personnes font face et indique, parmi les 125 pays étudiés, ceux dans lesquels elles sont le plus et le moins susceptibles d'avoir accès à une alimentation saine.

Comment nous avons calculé l'indice des pays

Nous avons identifié huit sources de données internationales fournissant des statistiques sur les aspects du marché de l'alimentation utiles à ce classement. Tous les chiffres utilisés sont issus des dernières données mises à disposition par des organismes mondialement reconnus tels que l'Organisation mondiale de la santé. Chaque source utilisant une échelle de mesure différente, il a fallu étalonner les données pour en assurer la comparabilité. Nous avons utilisé une méthode standard de rééchelonnement permettant de recalculer les valeurs sur une échelle allant de 0 (le meilleur résultat) à 100 (le résultat le plus mauvais). Cette méthode consiste à d'abord identifier les valeurs minimale et maximale dans les données de base pour attribuer aux pays correspondants les valeurs de 0 et 100, puis à mesurer l'écart entre chacun des autres pays et ces extrêmes.

Tous les pays pour lesquels des données étaient disponibles ont été inclus dans l'exercice de rééchelonnement, afin d'assurer un résultat final comparable à l'échelle internationale. Mais seuls les pays pour lesquels les huit indicateurs étaient disponibles figurent dans le classement définitif, à une exception près : pour la plupart des pays développés, il n'existe pas de données sur l'insuffisance pondérale infantile. Nous sommes donc partis du principe que les pays obtenant le résultat minimal à l'indicateur de la sous-alimentation étaient aussi parmi les mieux placés sur le plan de l'insuffisance pondérale infantile. La base de données porte donc sur 125 pays. L'absence de résultat minimal ou maximal à un indicateur montre qu'il existe des pays où la situation est meilleure ou pire, mais que ceux-ci ne sont pas inclus dans l'indice faute de données disponibles pour les autres indicateurs. Les données brutes sont également disponibles pour *tous* les pays.

Un festin à la table d'honneur, des miettes en fond de cale

Après agrégation des données de 125 pays, le classement de la situation alimentaire dans le monde révèle que les Pays-Bas sont le pays où l'on mange le mieux, tandis que le Tchad se retrouve au bas du classement. Tout en haut du tableau, les Pays-Bas sont suivis par la plupart des pays d'Europe de l'Ouest et l'Australie, qui forment le groupe des 12 premiers du classement (soit 10 % des pays). Le Royaume-Uni et les États-Unis sont tous les deux absents de ce groupe de pays privilégiés.

Les Pays-Bas, avec un score de six points, suivis de près par la France et la Suisse avec huit points, précèdent l'Autriche, la Belgique, le Danemark et la Suède (10 points) puis l'Australie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg et le Portugal (11 points). Les 12 premiers pays sont ceux qui connaissent les taux de malnutrition et de sous-alimentation les plus bas et dont le niveau d'accès à une eau potable est élevé. Les Pays-Bas arrivent en première place grâce à des prix alimentaires et un taux de diabète

relativement plus faibles ainsi qu'une plus grande diversité alimentaire que leurs voisins européens. Cependant, ils obtiennent un mauvais score pour la mesure de l'obésité puisque près d'un habitant sur cinq (19 % de la population) y présente un indice de masse corporelle supérieur à 30. Ce pays n'est d'ailleurs pas une exception : le taux d'obésité est élevé dans la plupart des 12 premiers pays. Parmi ceux-ci, c'est l'Australie qui présente le taux d'obésité le plus élevé, avec un score de 37. En effet, 27 % de sa population est considérée comme obèse. En outre, 9 % des Australiennes et Australiens souffrent du diabète.

À l'autre extrémité du classement, le Tchad affiche les plus mauvais résultats, avec un score global de 50, suivi de près par l'Éthiopie et l'Angola avec 49 points. Le score du Tchad concernant le prix des aliments compte parmi les plus mauvais (94 points), ce prix étant plus élevé encore dans seulement deux pays, à savoir la Guinée (100 points) et le Gambie (97 points). Avec une note de 72 points, le Tchad est également le quatrième pays le moins bien noté sur le plan de la qualité des aliments consommés, au même rang que le Togo. Les Tchadiennes et les Tchadiens ont accès à des aliments coûteux et de faible valeur nutritionnelle et un accès limité à de bonnes conditions sanitaires. Parallèlement, un enfant tchadien sur trois souffre d'insuffisance pondérale.

Questions clés et indicateurs	Score le meilleur	Score le moins bon
Situation alimentaire (résultats combinés)	Pays-Bas (6)	Tchad (50)
1. Quantité	Plusieurs (28 pays obtiennent 0)	Burundi (89)
Sous-alimentation	Plusieurs (62 pays obtiennent 0)	Burundi (100)
Insuffisance pondérale chez les enfants	Plusieurs (28 pays obtiennent 0)	Inde (96)
2. Accessibilité financière	États-Unis (6)	Angola (90)
Niveau des prix alimentaires (relativement aux autres biens et services)	Pays-Bas (6)	Guinée (100)
Volatilité des prix alimentaires	Japon, Canada et États-Unis (1)	Angola et Zimbabwe (100) *
3. Qualité des denrées alimentaires	Islande (0)	Madagascar (86)
Diversité alimentaire	Islande (0)	Bangladesh et Lesotho (98)
Accès à l'eau potable	Plusieurs (32 pays obtiennent 0)	Mozambique (75)
4. Hygiène alimentaire	Cambodge (1)	Arabie saoudite (54)
Diabète	Cambodge (0)	Arabie saoudite (61)
Obésité	Bangladesh, Népal et Éthiopie (0)	Koweït (58)

* En raison de leur volatilité extrême, les données du Zimbabwe sont considérées comme une exception extrême (et comme une valeur aberrante). Elles ont donc été exclues des calculs de rééchelonnement et un score maximal de 100 leur a été alloué une fois l'ensemble de données rééchelonné.

En avant-dernière place se trouvent l'Angola et l'Éthiopie. L'Angola souffre de la plus forte volatilité des prix alimentaires parmi tous les pays du classement, à l'exception du Zimbabwe. Les prix alimentaires élevés se traduisent par un énorme coût humain : les personnes les plus pauvres du monde consacrent jusqu'à 75 % de leur revenu à l'alimentation. Le score de l'Angola reflète l'inflation élevée et continue dont souffre l'ensemble de l'économie du pays depuis les dix dernières années, à cause de laquelle il est plus difficile pour la population d'économiser de l'argent tout en subvenant à ses besoins essentiels, dont l'alimentation. La qualité des aliments en Angola compte également parmi les moins bonnes du monde. Dans ce pays, 60 % du régime alimentaire de la population se compose de glucides simples et près de 50 % des habitants n'ont pas accès à l'eau potable pour préparer leurs repas dans des conditions sûres et hygiéniques.

Parmi les 10 pays qui se trouvent en bas du tableau, neuf sont des pays subsahariens, le dixième étant le Yémen. Ces pays obtiennent de mauvais scores pour l'indicateur du niveau des prix alimentaires, la nourriture y étant beaucoup plus coûteuse que les autres biens et services en comparaison aux autres pays du classement. Lorsque les prix alimentaires sont élevés, les personnes ne peuvent pas suivre un régime alimentaire qui soit suffisant sur le plan de la quantité et de la qualité pour les maintenir en bonne santé. Dans ces pays, les régimes alimentaires sont également dominés par des céréales, des racines et de tubercules qui sont tous peu nutritifs. A Madagascar, 79 % de la consommation des habitants provient en moyenne de ces sources d'alimentation, alors que la moyenne mondiale est de 47 %.

Suffisamment à manger ?

Ce classement révèle qu'une grande partie de la population de nombreux pays du monde rencontre toujours des difficultés à obtenir la ration alimentaire quotidienne dont nous avons tous besoin. La première question du classement, à savoir si l'alimentation des personnes est suffisante, s'appuie sur des indicateurs de la sous-alimentation exprimés en termes de consommation quotidienne d'un nombre suffisant de calories et de malnutrition chez les enfants, mesurée en fonction de leur poids.

Le Burundi est le pays qui obtient les moins bons résultats (89 points) sur ces indicateurs : 67 % de sa population souffre de sous-alimentation tandis que 35 % des enfants y souffrent d'insuffisance pondérale. Avec 67 points, le Yémen arrive en avant-dernière position, 29 % de sa population étant sous-alimentée et 43 % des enfants présentant une insuffisance pondérale. Ces pays sont suivis par l'Inde et Madagascar, qui obtiennent tous les deux 59 points et où le taux de sous-alimentation est respectivement de 17 % et de 27 %. L'Inde obtient un score aussi bas car c'est le pays qui enregistre la plus forte proportion d'enfants en insuffisance pondérale, avec 44 %. À Madagascar, 37 % des enfants souffrent d'insuffisance pondérale.

La sécurité alimentaire au Tchad

Après avoir répondu à l'urgence de la crise alimentaire qui sévissait en Afrique de l'Ouest en 2012, Oxfam est également aujourd'hui à la recherche de solutions durables qui permettraient de réduire la vulnérabilité des populations, y compris celle du Tchad, face à la prochaine sécheresse.

L'année dernière, alors que l'insécurité alimentaire menaçait toujours 2,1 millions de Tchadiennes et de Tchadiens, Oxfam a apporté une assistance ciblée à 200 000 personnes pauvres au cours de la contre saison dans les régions de Bahr El Gazal, Guéra et Silla, notamment sous forme de distribution générale de denrées alimentaires mais aussi de transferts monétaires pour permettre aux bénéficiaires d'acheter ce dont ils avaient besoin.

Oxfam travaille aussi au renforcement des systèmes locaux d'alerte rapide et à l'amélioration des moyens de subsistance des personnes vulnérables sur le long terme, par exemple en établissant des jardins maraîchers et des réserves pour stocker les aliments en prévision des temps plus difficiles. Dans la région de Bahr el Gazal, la plupart des communautés dépendent de leurs animaux pour obtenir les revenus qui leur permettront d'acheter à manger, mais les sécheresses successives ont réduit la quantité de denrées alimentaires et de pâturages disponibles. L'insuffisance des soins vétérinaires a également provoqué une hausse de la mortalité animale, ce qui ne fait qu'accentuer la pauvreté de communautés déjà vulnérables. Oxfam a contribué à l'introduction de banques de céréales et d'aliments pour animaux et, par l'établissement d'un programme vétérinaire, à l'amélioration des soins animaliers.

En outre, Oxfam a établi des jardins maraîchers dans 29 villages de la région de Bahr el Gazal et fourni à chacun d'entre eux une pompe à eau motorisée, du carburant, des outils et des graines pour stimuler le rendement des cultures et la diversification des aliments. Grâce à la culture de différents types de légumes, les récoltes seront étalées sur l'année et les communautés profiteront d'un approvisionnement alimentaire plus fiable et plus nutritif qui permettra d'améliorer pour de bon leurs conditions de vie.

Les prix alimentaires trop élevés coûtent au Royaume-Uni sa place à la table d'honneur

Alors que la plupart des pays d'Europe de l'Ouest se retrouvent en haut du classement, le Royaume-Uni ne parvient pas à se hisser parmi les douze premiers en raison de la volatilité des prix alimentaires et du prix élevé que les habitants du pays doivent payer pour s'alimenter par rapport aux autres biens et services. Concernant l'indicateur d'accessibilité financière des denrées alimentaires pour la population, le Royaume-Uni est classé au 20^e rang avec 14 points. Ce dernier partage sa place avec Chypre, pays visé par un plan de sauvetage économique l'année dernière et qui est aujourd'hui l'objet de nouvelles tentatives pour conclure un autre accord international de ce genre. Seuls deux pays d'Europe de l'Ouest obtiennent un moins bon score : l'Autriche et l'Islande, avec respectivement 16 et 19 points. Les États-Unis arrivent en première place avec 6 points.

Quant au premier indicateur pris en compte dans cette question, concernant la volatilité des prix alimentaires, le Royaume-Uni obtient seulement un score de 6 et se retrouve au même niveau que le Pérou, Malte et le Kirghizistan, entre autres pays. Le Royaume-Uni se classe également dans la moitié inférieure des pays de l'OCDE relativement à la volatilité des prix alimentaires entre 2000 et 2010.

Parallèlement, il obtient une note de 21 sur l'indicateur des prix alimentaires comparés aux prix des autres biens et services, un score qu'il partage avec l'Autriche et l'Italie. Avec 24 points, Chypre est le seul pays européen à obtenir un moins bon score. À l'heure des mesures d'austérité et alors qu'un nombre record de 500 000 personnes utilisent des banques alimentaires au Royaume-Uni, les habitants de ce pays doivent payer leur nourriture à un prix plus élevé que la plupart de leurs homologues ouest-européens et trouvent plus difficile de s'alimenter sainement. Ces chiffres sont autant d'indices supplémentaires des difficultés rencontrées par les habitants du Royaume-Uni dans un contexte caractérisé par le chômage, les salaires trop bas ainsi que les coupes budgétaires et autres modifications du système de sécurité sociale.

Ces scores font plonger le Royaume-Uni au classement, en dépit des bonnes notes qu'il obtient sur les indicateurs de malnutrition, de sous-alimentation et d'accès à l'eau potable. Par conséquent, il obtient 12 points et arrive en 13^e place du classement général de la situation alimentaire, aux côtés de Chypre, de la Finlande, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Islande, de la Norvège et de l'Espagne. Avec 37 points, le taux d'obésité du Royaume-Uni est identique à celui de l'Australie mais le taux de diabète y est moins élevé.

La pauvreté alimentaire au Royaume-Uni :

Kate (un pseudonyme) travaille dans un centre communautaire de la ville de Salford. Bien qu'elle bénéficie de crédits d'impôts pour accroître son salaire, elle trouve de plus en plus difficile de subvenir à ses besoins alimentaires et ceux de son fils :

« Si je passe toute la journée [au travail], il arrive que je ne mange presque rien pendant toute la journée et, à la maison, je ne stocke jamais beaucoup de nourriture. Lorsque je fais mes courses, je vais à l'un des magasins les moins chers et j'achète des légumes et des salades vendus en lot. Ils s'abîment plus rapidement mais cela me revient bien moins cher que de me rendre dans l'un des magasins de meilleure qualité. J'ai donc tendance à acheter des produits moins chers mais je finis aussi par en gaspiller une bonne partie, malheureusement.

« En général, et surtout au cours des trois dernières années, j'ai remarqué que mes revenus n'ont pas évolué mais que mes dépenses ont explosé et seulement pour des besoins essentiels : je sors peu, je ne bois pas, je fais mes achats dans les boutiques de bienfaisance, je ne fréquente jamais les rues commerçantes... Je ne sais même plus où aller faire les boutiques.

« J'ai un budget serré pour tout et je cherche toujours les endroits les moins chers, qu'il s'agisse d'acheter de la nourriture ou des produits d'hygiène. Je vais dans les magasins où tout est à une livre sterling et pourtant mon découvert ne cesse de se creuser, surtout depuis ces trois dernières années. »

Oxfam apporte une aide financière au Trussell Trust, qui a établi 400 banques alimentaires au Royaume-Uni destinées aux personnes qui n'ont pas les moyens financiers d'acheter les denrées alimentaires dont elles ont besoin.

Mauvaise hygiène alimentaire : un problème en pleine expansion

En matière d'hygiène alimentaire, l'Arabie saoudite est le pays qui obtient le moins bon score dans notre classement, avec 57 points. Elle occupe la dernière place de l'indicateur relatif au diabète, 18 % de sa population souffrant de cette maladie, tandis qu'un tiers est obèse.

En termes d'obésité, c'est le Koweït qui occupe la dernière place de notre classement : il obtient un score de 58 points pour un taux d'obésité de 42 %. L'Arabie saoudite arrive en avant-dernière position avec 46 points, un rang qu'elle partage avec les États-Unis et l'Égypte, où un tiers de la population est obèse. À cet égard, le classement des pays en termes d'obésité révèle la présence d'un taux d'obésité étonnamment élevé dans certains pays en développement et à revenu intermédiaire, si bien que l'on retrouve le Mexique (44 points), Fidji et le Venezuela parmi les 10 derniers pays. En fait, en 2008, 904 millions d'adultes étaient considérés comme souffrant de surcharge pondérale ou d'obésité dans les pays en développement, contre 557 millions dans les pays développés. Ce phénomène est attribué à l'évolution des régimes alimentaires qui se caractérise par une plus grande consommation de graisses, d'huiles, de produits d'origine animale et de sucres au détriment des céréales et des graines^{xi}. On dénombre plus de 30 millions d'enfants souffrant de surcharge pondérale dans les pays en développement et 10 millions dans les pays développés^{xii}.

Alors que l'obésité gagne en ampleur en raison de l'augmentation des revenus et de l'évolution des régimes alimentaires, il est important de souligner que ce phénomène touche également les personnes vivant dans la pauvreté. Par exemple, le taux d'obésité est encore plus élevé dans les îles du Pacifique qu'au Koweït, même si elles ne sont pas incluses dans l'indice en raison de l'absence de données pour certains autres critères. C'est l'île de Nauru qui arrive en bas du classement, 71 % de sa population relativement pauvre étant obèse. Dans les pays plus riches, l'obésité est souvent plus répandue parmi les segments de population les plus pauvres. Au Royaume-Uni, les personnes gagnant un faible revenu consomment plus d'aliments transformés, qui contiennent plus de graisses saturées et de sel^{xiii} tandis que dans certains pays tels que les États-Unis, les aliments transformés riches en lipides sont souvent considérablement moins chers que les fruits et les légumes^{xiv}.

C'est en Éthiopie et au Bangladesh que l'on observe le plus faible taux d'obésité, à savoir 1,1 % de la population, suivis par le Népal où ce taux est de 1,4 %. Le Cambodge est le pays le plus globalement performant dans la catégorie « Hygiène alimentaire », qui combine les indicateurs d'obésité et de diabète. Cependant, lorsque l'on combine ces scores à ceux de la sous-alimentation et de l'insuffisance pondérale chez les enfants, il apparaît évident qu'il n'y a pas de quoi se réjouir du classement obtenu par ce pays puisqu'il semble plutôt dû à la rareté des denrées alimentaires disponibles.

Lorsque l'on agrège les scores des catégories « Hygiène alimentaire » (obésité et diabète) et « Quantité » (sous-alimentation et insuffisance pondérale chez les enfants), ce sont la Corée du Sud et le Japon qui obtiennent les meilleurs résultats avec une moyenne respective de 5 et 6 points. À l'autre extrémité, les deux pays obtenant le moins bon score sur ces deux facteurs agrégés sont le Yémen et le Burundi, qui obtiennent une note particulièrement basse à la question de la quantité de denrées alimentaires disponible. Le Cambodge, où 15,4 % de la population est sous-alimentée et 29 % des enfants souffrent d'insuffisance pondérale, se trouve plutôt en bas du classement à la 74^e place.

Dans la lutte pour que tout un chacun puisse manger sainement, l'obésité est un défi de plus en plus grand puisque plus d'un milliard de personnes souffrent aujourd'hui de surcharge pondérale ou d'obésité. Ce chiffre est révélateur de notre système alimentaire défaillant dans lequel des consommateurs souffrent soit de sous-alimentation, soit d'obésité, et ce souvent au sein d'un même pays ou d'une même communauté. Il est évident que les pays et l'industrie alimentaire doivent agir pour résoudre ce problème.

Oxfam au Cambodge

Le système de riziculture intensive (SRI) a aidé les agriculteurs et agricultrices de 50 pays à produire deux fois plus de riz en plantant simplement des plantules individuelles, et non pas en groupe, et en utilisant une meilleure variété de riz. En 2000, Oxfam a contribué à l'introduction de ce système au Cambodge en ciblant seulement 28 producteurs, dont la vie a résolument changé pour le meilleur. Au premier abord, ils se sont montrés réticents car ils devaient abandonner leurs méthodes de culture traditionnelles. Toutefois, cette nouvelle technique s'est révélée si fructueuse que 140 000 producteurs l'avaient adoptée en 2012. On estime que 500 000 personnes sont aujourd'hui parvenues à doubler leur rendement, ce qui les a aidées à produire suffisamment de nourriture et à accroître leurs revenus.

Sopheap Meas, une cultivatrice de riz ayant adopté le SRI, a constaté une augmentation de sa production de riz de 1,5 à 4 tonnes.

« Il me reste du riz que je peux vendre à un négociant, explique-t-elle. Avec cet argent, je peux acheter des poulets et des cochons que j'éleve à la maison mais aussi participer aux frais de scolarité de ma nièce et de mon neveu. Avant, ils allaient à l'école mais sans les choses dont ils avaient besoin, comme les fournitures scolaires. Ils allaient à l'école à pied. Aujourd'hui, ils ont une bicyclette et ils ne manquent plus de fournitures. »

L'appel à l'action d'Oxfam

Le classement de la situation alimentaire dans le monde met en exergue certains sujets de préoccupation critiques liés à la garantie d'une alimentation saine pour la population de nombreux pays et pointe quelques grandes défaillances du système alimentaire mondial auxquelles nous devons trouver une solution.

Nous devons agir à l'échelle mondiale pour réparer notre système alimentaire défaillant afin que les populations soient plus à même de satisfaire leurs besoins alimentaires, en menant les actions suivantes :

- Investir dans l'agriculture et l'infrastructure à petite échelle dans les pays en développement afin d'accroître le niveau de production et de diversifier les cultures, mais aussi de permettre aux exploitantes et aux exploitants d'accéder aux marchés et de leur donner les moyens de stocker les aliments pour empêcher le gaspillage.
- Combattre le changement climatique en réduisant les émissions mondiales de carbone pour empêcher une aggravation des impacts du climat sur la production alimentaire, investir dans une production agricole résiliente capable de s'adapter au changement climatique et apporter des financements qui permettront aux exploitantes et aux exploitants d'adopter de meilleures pratiques et technologies pour faire face au changement climatique.
- Supprimer les objectifs de production et de consommation d'agrocarburants, tels que ceux fixés par l'UE, qui détournent les denrées alimentaires des assiettes au profit des réservoirs d'essence.
- Améliorer le droit foncier pour que les communautés vulnérables courent un moindre risque de perdre les terres dont elles dépendent pour cultiver les denrées alimentaires dont elles se retrouvent dépossédées.
- Veiller à ce que les pays et l'industrie alimentaire agissent pour endiguer la hausse des taux de surcharge pondérale et d'obésité, qui constitue un problème de santé crucial dans les pays en développement et émergents.
- Mieux réglementer la spéculation sur les denrées alimentaires afin de lutter contre le niveau élevé et la volatilité des prix alimentaires.

Au Royaume-Uni, un nombre record de 500 000 personnes se tournent vers les banques alimentaires car elles n'ont plus les moyens financiers d'acheter les aliments dont elles ont besoin. Des actions de grande ampleur doivent être prises pour surmonter les problèmes sous-jacents auxquels les personnes sont de plus en plus souvent confrontées, tels que le chômage, les salaires peu élevés et l'augmentation des prix des aliments et des carburants. Les autorités doivent conduire de toute urgence un examen de la relation entre les coupes budgétaires et les autres modifications apportées au système de sécurité sociale et la croissance de la pauvreté alimentaire.

Contact : pour de plus amples informations, pour organiser un entretien ou pour consulter le communiqué de presse, veuillez contacter Lucy Brincombe au +44 (0)7786 110054 / lbrincombe@oxfam.org.uk

www.oxfam.org.uk

Oxfam est une confédération internationale composée de dix-sept organisations travaillant ensemble dans 92 pays : Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France (www.oxfamfrance.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Oxfam Inde (www.oxfamindia.org), Oxfam Intermon (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org), Oxfam Japon (www.oxfam.jp), Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org) Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

ⁱ Nous avons sélectionné les indicateurs pour leur pertinence et leur capacité à mesurer les autres questions fondamentales. Nous nous sommes appuyés sur des sources de données crédibles provenant d'organisations internationales reconnues. Ces sources assurent une couverture mondiale, évaluant de 134 à 200 pays et territoires, ce qui nous a permis d'établir un indice comparable à l'échelle internationale. Nous avons ensuite suivi un processus standard de rééchelonnement des valeurs pour aboutir à un système de notation dans lequel 0 indique le meilleur résultat et 100 le moins bon.

ⁱⁱ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

<http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/>

ⁱⁱⁱ Organisation mondiale de la santé (OMS) :

<http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/>

^{iv} Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

<http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/>

^v Organisation internationale du travail (OIT) : <http://laborsta.ilo.org>

^{vi} Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

<http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/>

^{vii} Organisation mondiale de la santé <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/>

^{viii} Organisation mondiale de la santé <http://apps.who.int/gho/data/view.main>

^{ix} Organisation mondiale de la santé <http://apps.who.int/gho/data/view.main>

^x Cette recherche se base sur « une trajectoire de développement caractérisée par la poursuite d'une forte croissance démographique et des écarts de revenu entre régions ». M.L. Parry, et al (2009) « Climate change and hunger: Responding to the challenge », Programme alimentaire mondial, citant W. Easterling et P. Aggarwal (2007) « Food, Fibre and Forest Products », dans M.L. Parry et al (2007) « Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change », Cambridge University Press, <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4-wg2-chapter5.pdf>

^{xi} The Overseas Development Institute, Future Diets, janvier 2014 : www.odi.org/futurediets

^{xii} Organisation mondiale de la santé, Obesity and Overweight Fact sheet N° 311, mars 2013 :

<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/en/index.html>

^{xiii} Faculty of Public Health, Royal Colleges of Physicians of the UK, Food Poverty and Health, mai 2005

http://www.fph.org.uk/uploads/bs_food_poverty.pdf

^{xiv} The Economics of Obesity: Why are poor people fat? The Institute for Natural Healing, 2011:

<http://instituteornaturalhealing.com/2011/04/the-economics-of-obesity-why-are-poor-people-fat/>